

“ Rapport 2023 sur l’exercice des droits de vote ”

Document mis à jour le 01.02.2024

1/ Rappel de la politique de vote aux assemblées

La politique générale de vote de Moneta Asset Management concernant les votes aux assemblées des sociétés des portefeuilles est décrite dans le document « Politique de vote ».

Moneta AM a pour objectif de voter à toutes les assemblées générales des fonds pour lesquels elle est responsable de l'exercice des droits de vote et dès lors que cela est techniquement possible.

Pour rappel Moneta AM a recours aux services de ISS en tant que conseils pour les votes et les votes sont effectués sur la plateforme ISS. Les votes sont décidés par l'analyste en charge du suivi de la société, le mieux à même de connaître ses spécificités, ses enjeux et d'établir si besoin un contact rapide et de bon niveau avec la société. Il peut s'appuyer sur le référent « exercice des droits de vote » de Moneta AM pour l'aider dans sa prise de décision.

2/ Exercice des droits de vote de l'année 2023

2.1/ Statistiques globales

En 2023, Moneta AM a voté lors de 132 assemblées générales concernant 115 entreprises différentes, dans 16 pays différents, soit plus de 95% des assemblées générales d'entreprises des sociétés détenues en portefeuille à la date du vote.

54% des assemblées générales votées ont reçu au moins un vote contre une des résolutions. 53% des AG étaient en France.

Lors de ces 132 assemblées générales, Moneta AM a voté 2209 résolutions. 15% de ces résolutions ont fait l'objet d'un vote contre ou abstention.

2.2/ Statistiques sur les assemblées générales

Moneta AM a voté à toutes les assemblées générales éligibles. Cependant on note 3 catégories pour lesquelles les votes n'ont pas pu être comptabilisés :

- Nous avons voté trop tardivement pour deux sociétés et le vote n'a pas pu être pris en compte. C'est le cas pour Airbus et Shurgard Self Storage ;
- Pour deux sociétés suédoises, le *Power Of Attorney* (procuration) est entrée en vigueur tardivement et le vote n'a pas été pris en compte. Il s'agit de Munters Group et LMK Group ;
- Enfin, pour 5 sociétés, des instructions de vote ont été données, mais les votes n'ont pu être intégralement exercés sur certains fonds pour des raisons diverses (Novartis, Stellantis, Teleperformance, Eiffage, Exor).

Répartition des votes par pays :

Pays	AG éligibles	AG votées	%
Belgium	4	4	100%
Bermuda	1	1	100%
Denmark	3	3	100%
France	70	70	100%
Germany	2	2	100%
Guernsey	1	0	0%
Isle of Man	1	1	100%
Italy	4	4	100%
Luxembourg	5	5	100%
Netherlands	14	13	93%
Norway	1	1	100%
Portugal	2	2	100%
Spain	5	5	100%
Sweden	4	2	50%
Switzerland	4	4	100%
USA	1	1	100%
United Kingdom	14	14	100%

2.3/ Statistiques sur les résolutions

Nombre de résolutions votées **2209**

<i>dont résolutions agréées par le conseil ou légales</i>	2199
Nombre de vote "pour" par Moneta AM	1877
Nombre de vote "contre" ou "abstention" par Moneta AM	322

<i>dont résolutions non soutenues par le conseil (proposées par les actionnaires)</i>	10
Nombre de vote "pour" par Moneta AM	8
Nombre de vote "contre" ou "abstention" par Moneta AM	2

Analyse des votes d'opposition par catégorie	Total	France	Europe hors Fr.	Autre
Nombre de résolutions concernées	324	266	55	3
Nomination/Jetons de Présence des Membres du CA ou de Surveillance	68	47	21	0
Dispositifs Anti-OPA et Opérations Financières/Fusions	121	113	6	2
Rémunérations des Dirigeants et des Salariés (hors Actionnariat salarié)	97	83	14	0
Actionnariat salarié	0	0	0	0
Formalités et autres motifs	36	22	13	1
Résolutions externes (proposées par les actionnaires)	2	1	1	0

2.4/ Exemples de vote contre la direction

Secteur d'activité	Motif
Cybersécurité	Opposition à la mise en place d'un plan d'incentives à long terme car les conditions de performance n'étaient pas suffisamment transparentes et d'autres plans avaient déjà été mis en place, entraînant une dilution importante des actionnaires.
Équipementier électronique	Nous nous sommes opposés à la réélection d'un administrateur car nous jugeons l'indépendance du conseil d'administration trop faible et les mêmes administrateurs ont tendance à être réélus plusieurs fois de suite.
Services informatiques	Opposition à la rémunération variable trop élevée du PDG qui ne reflète pas la performance de la société selon nous.
Cybersécurité	Opposition car la société a proposé une augmentation de capital sans droit prioritaire de souscription à hauteur de 20% du capital, ce qui dépasse le seuil de 10% que nous avons fixé dans notre politique. Le risque de dilution des actionnaires est trop important selon nous.

Moyens de mise en œuvre

Dans la grande majorité des cas, les votes sont effectués au travers de la plateforme mise à disposition par notre banque dépositaire. Cependant, certains votes peuvent être effectués directement auprès de la société, en particulier quand les titres sont détenus au nominatif.

Lorsque nous l'estimons nécessaire, un membre de l'équipe de gestion participe aux assemblées. Nous estimons cependant être suffisamment proches des sociétés par notre processus d'investissement pour ne pas avoir à participer physiquement aux assemblées générales. Pour discuter avec les dirigeants, nous privilégions les rapports en tête à tête aux réunions formelles que sont les Assemblées Générales.

Bien entendu, chaque vote fait l'objet d'une analyse des résolutions soumises au vote. Nous sommes en particulier sensibles au respect des intérêts des actionnaires minoritaires (augmentations de capital sans droits préférentiel de souscription...)